

Guerres et conflits en Europe au XX^e siècle

Un conflit récent

Une rue de Grozny en mars 2000

Depuis le 5 octobre, la Tchétchénie s'est dotée d'un président. Ainsi en a voulu le Kremlin. Cette élection présidentielle n'était destinée qu'à donner l'illusion d'une normalisation, alors que les civils demeurent les principales cibles d'une guerre qui cache son nom depuis quatre ans.

Tchétchénie, la guerre étouffée



Grozny, mars 2000 : une ville en ruine, une présence militaire russe constante. Trois ans après, le "retour à la normale" voulu par Moscou paraît bien illusoire.

extrait des *Clés de l'Actualité*
n°546

Une population déchirée par le conflit en Tchétchénie

Le 5 octobre, Akhmad Kadyrov a accédé à la présidence de la Tchétchénie. Cette élection, orchestrée par Moscou, ne résoud pas le conflit qui déchire le pays depuis dix ans.


Tchétchénie, l'oubliée



extrait du manuel
d'histoire - géographie
Nathan BEP

La collection « J'accuse », romance des histoires vraies

A la une



TCHETCHENIE
Regards croisés sur la guerre en Tchétchénie.
Mis en ligne le 20 octobre 2003

Tchetchenie

A partir des deux personnages imaginaires, celui de Maaka, 17 ans, et de Pavel, jeune appelé russe, Laurence Binet propose aux adolescents d'aborder la situation en Tchétchénie dans un livre publié aux éditions Syros Jeunesse : " Le chardon tchéchéne sous le rouleau compresseur russe ".

Une fiction construite à partir de faits réels, pour redonner un visage humain à une actualité qui s'égrène au fil des dépêches des agences de presse. Un double regard pour montrer toute la complexité d'une situation à laquelle aucune réponse simple ne pourra être trouvée.

Maaka a 17 ans. Sous la plume de Laurence Binet, elle nous raconte ses neuf dernières années dans la Tchétchénie en guerre : la faim, le froid, l'absence de soins, l'humiliation, la famille décimée par les bombes et la terreur russes. L'exil comme seul échappatoire. En écho, nous découvrons les lettres envoyées à sa mère par Pavel, jeune appelé de l'armée russe, envoyé contre son gré pour faire la guerre en Tchétchénie. Dans ses lettres que sa mère ne reçoit pas, censure militaire oblige, il raconte comment l'armée russe les déshumanise, lui et ses camarades, pour mener une guerre contre les civils...

Rencontre avec Laurence Binet, qui a mis en scène ces deux personnages afin de nous plonger dans la réalité quotidienne d'une guerre d'apparence lointaine, et pourtant si proche.



Laurence Binet

Le chardon tchéchéne

"Le chardon tchéchéne"
"Mieux vaut une fin horrible qu'une horreur sans fin".

C'est avec cette inscription sauvage sur un pont de Grozny que s'ouvre "Le chardon Tchétchéne", le dernier livre de Laurence Binet, paru dans la collection J'Accuse!, Syros Jeunesse.

» UN TRAVAIL DE PASSEUR

Laurence Binet : "Ce livre, comme tous ceux de la collection "J'accuse", est une fiction basée sur des faits réels, un travail de "passeur" en quelque sorte. Après un travail d'enquête, de recherche, l'histoire d'un personnage imaginaire est construite, à partir de faits, tous véridiques. Chaque événement raconté est arrivé à une personne en Tchétchénie, civil tchéchéne ou appelé russe. Rien n'est inventé, hélas."

Source : www.msf.fr

La situation misérable des réfugiés

A la une



INGOUCHE

Fermetures de camps et expulsions de réfugiés tchétchènes

Mis en ligne le 3 octobre 2003

Mercredi 1er octobre, quelques jours avant les élections prévues en Tchétchénie ce dimanche, un nouveau camp a été vidé en Ingouchie. Une nouvelle étape dans l'application de la stratégie de fermeture des camps et de pressions au retour en Tchétchénie...

Le camp de Bella, où survivaient jusqu'à 3 500 Tchétchènes déplacés par le dernier conflit, a été fermé mercredi. Les 168 dernières familles qui restaient dans le camp ont eu plus de chance que les autres : au cours de la dernière semaine, elles ont été relogées dans des tentes du Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) dans le camp voisin de Satsita.

En revanche, personne n'est capable de dire exactement où sont les familles qui ont dû quitter le camp avant le mois de septembre. Aucune alternative au retour en Tchétchénie n'avait alors été proposée à ces personnes soumises de longue date à des pressions et des menaces constantes.



Camp de Bart en Ingouchie, mai 2002

Chaque famille tchétchène expulsée doit recevoir une proposition concrète de logement en Ingouchie.

La "bonne nouvelle" pour ces 168 familles relogées en Ingouchie n'est pas l'inflexion d'une politique de rapatriement sans choix : la veille même de la fermeture du camp de Bella, les réfugiés des petits camps appelés "Kompakniki", comme ceux de Logovaz et Oushkoz, ont à leur tour été menacés d'expulsion. Le même jour, une nouvelle opération de ratissage avait lieu en Ingouchie, cette fois dans le camp de MTF-Karabulak, dans la banlieue de Nazran. Une centaine de militaires ont encerclé le camp. Deux hommes ont été arrêtés et retenus jusqu'au soir. Le lendemain matin, une trentaine d'hommes masqués sont revenus dans le camp et ont arrêté un autre homme.

Dans cette même période, les conditions d'accès des humanitaires aux camps se sont excessivement restreintes, officiellement pour des raisons de sécurité : quand elles n'ont pas été complètement dissuadées par les annonces émises par les services de sécurité de "risques d'enlèvements", les ONG se voient signifier l'interdiction d'accéder aux camps puis doivent obtenir des autorisations spéciales pour s'y rendre.

Source : www.msfr.fr

Le conflit du Kosovo



JUSQU'EN 1878: L'EMPIRE TURC OTTOMAN

La terre de Yougoslavie a toujours été divisée. Anciens Grecs, Celtes, Macédoniens, Romains, Barbares et Slaves - Chrétiens catholiques et orthodoxes, Turcs (musulmans) - ont contrôlé la région à différentes époques.

1878-1918 : UN ÉTAT SLAVE

En 1878, l'Empire ottoman perd le contrôle de la région et la Serbie gagne son indépendance. En 1918, Serbes, Croates et Slovènes s'unissent et fondent un royaume qu'on appellera à partir de 1929 royaume de Yougoslavie.



1945 : LA RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE

Le Parti communiste prend le pouvoir, fort du prestige d'avoir combattu les Allemands pendant la Deuxième Guerre mondiale et fait de la Yougoslavie une république le 29 novembre 1945. Deux provinces autonomes sont créées, la Vojvodine et le Kosovo, pour diminuer l'influence des Serbes.

1989 : LE CHANGEMENT

En 1989, le président serbe, Slobodan Milosevic, place la Vojvodine et le Kosovo, sous le contrôle direct de la Serbie.

1992 : LA DÉSINTÉGRATION

La guerre civile éclate en juin 1991 et après dix mois de combats, la République Yougoslave éclate. Le 27 avril, la Serbie (qui comprend toujours la Vojvodine et le Kosovo) et le Monténégro proclament l'État fédéral de Yougoslavie.



Les républiques qui ont fait sécession

MACÉDOINE

1991 : Se déclare indépendante, mais la Grèce bloque sa reconnaissance internationale.

CROATIE

1991 : Fait sécession. Reconnue par l'Union européenne en 1992, devient membre de l'ONU en mai.

SLOVÉNIE

1991 : Fait sécession. L'ONU la reconnaît comme un État indépendant en 1992.

BOSNIE

1991 : Déclare son indépendance.
1992 : Est admise à l'ONU.
1995 : Les Accords de paix de Dayton mettent fin à cinq ans de guerre en Bosnie, séparant le pays entre la Fédération croato-musulmane et la Serbie.

● Les Serbes et les Albanais

Les Serbes sont chrétiens orthodoxes, les Albanais musulmans. Les Serbes parlent le serbo-croate, les Albanais, l'albanais. Les nationalistes* serbes veulent créer la "Grande Serbie", qui engloberait alors le Kosovo. Les Albanais du Kosovo veulent que leur territoire soit indépendant et rejoigne l'Albanie.

extrait des *Clés de l'actualité* n° 349

XIV^e siècle : le royaume serbe

Mille ans avant Jésus-Christ, la région où se trouve le Kosovo est occupée par les Illyriens, considérés comme les ancêtres des Albanais. Au III^e siècle avant J.-C., les Romains conquièrent cette zone.

Au VII^e siècle après J.-C., les Serbes, venus d'Europe de l'Est, s'imposent. Au XIV^e siècle, le roi des Serbes, Étienne Douchan, règne sur un territoire qui englobe la Serbie, la Macédoine, l'Albanie et une partie de la Grèce. Le Kosovo est au cœur de cet empire, et de nombreux monastères orthodoxes* y sont construits.

Mais l'Empire ottoman (turc, de religion musulmane*) veut conquérir les Balkans. En 1389, une grande bataille entre les Turcs et les Serbes a lieu à Kosovo Polje (qui signifie "le champ des Merles"), et se conclut par la défaite des Serbes. En 1459, la Serbie est conquise et l'Empire ottoman devient le maître d'une grande partie des Balkans.

Cette bataille est restée pour les Serbes un terrible souvenir, car depuis, ils n'ont jamais pu reconquérir tous les territoires qui formaient leur empire. Et ils considèrent le Kosovo comme le "berceau" de la nation serbe.

XVII^e et XVIII^e siècles : les Albanais peuplent le Kosovo

Au XVII^e siècle, l'Autriche tente de prendre les Balkans aux Turcs. Les Serbes du Kosovo en profitent pour se révolter contre le pouvoir turc. Mais les Autrichiens renoncent. Sous la pression turque, près de 40 000 familles serbes quittent le Kosovo pour se réfugier dans l'actuelle Vojvodine, au nord de la Serbie. Des Albanais convertis à la religion musulmane (car l'Albanie est également occupée par les Turcs) s'installent alors au Kosovo. Au XVIII^e siècle, une nouvelle offensive autrichienne échoue, et l'immigration albanaise continue.

1918 : le Kosovo devient yougoslave

À la fin du XIX^e siècle, l'Empire ottoman s'affaiblit. La Serbie obtient son indépendance en 1878. Le Kosovo est intégré à son territoire en 1913. À la fin de la Première Guerre mondiale, en 1918, les Empires austro-hongrois et ottoman, vaincus, disparaissent. Les frontières des pays sont redessinées. Le traité de Trianon crée le royaume des Serbes, Croates et Slovènes (qui prendra en 1929 le nom de royaume de Yougoslavie*), comprenant le Kosovo.

Les Albanais du Kosovo, mécontents de cette situation, se révoltent, mais les Serbes répriment très durement ces soulèvements : les Albanais sont expulsés et leurs terres sont confisquées

pour être redistribuées aux Serbes. La monarchie serbe veut en effet repeupler le Kosovo avec des Serbes. En 1929, 61 % de la population de la province sont des Serbes et des Monténégrins.

1945 : la République yougoslave

En 1939, l'Italie (dirigée par le dictateur Mussolini), occupe le royaume d'Albanie. En 1941, son alliée, l'Allemagne nazie, envahit la Yougoslavie. En 1942, l'Italie forme une "grande Albanie", qui regroupe l'Albanie et le Kosovo, détaché de la Yougoslavie. Environ 100 000 Serbes fuient le Kosovo.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945, le Parti communiste de Yougoslavie, principale force de résistance contre les Allemands, prend le pouvoir en Yougoslavie, qui devient une république fédérale regroupant six républiques (voir infographie). Deux provinces – le Kosovo et la Vojvodine – font partie de la Serbie. Le maréchal Tito, leader de la résistance yougoslave, devient chef de l'État.

1974 : l'autonomie du Kosovo

Tito est Croate et il veut contrebalancer le pouvoir des Serbes. Les revendications des Albanais du Kosovo (Kosovars) se transforment en graves émeutes en 1968. Pour conserver l'équilibre précaire entre les différentes provinces et les peuples qui forment la Yougoslavie, Tito décentralise le pouvoir. En 1974, le Kosovo devient une province autonome avec son Parlement. Les Kosovars peuvent fonder leurs écoles, leurs journaux, pratiquer leur langue. Ils représentent près de 74 % de la population du Kosovo.

En 1981, quelques mois après la mort de Tito, les Kosovars se soulèvent : ils demandent la création d'une véritable république du Kosovo au sein de la Yougoslavie. Mais ils n'obtiennent rien. Au contraire, ils perdent les fonctions politiques qu'ils occupaient et de nombreuses arrestations interviennent. Les Serbes refusent que le Kosovo devienne une république autonome, craignant qu'elle rejoigne l'Albanie.

1989 : Milosevic au pouvoir

Dès 1986, les nationalistes* serbes, qui rêvent de créer une Grande Serbie, englobant le Kosovo, parlent de "purification ethnique". Cette méthode consiste à éliminer politiquement, culturellement, voire physiquement les Albanais du Kosovo. En 1989, Slobodan Milosevic, devenu président serbe, supprime l'autonomie du Kosovo. Le Parlement est dissous, l'enseignement, la fonction publique, la presse, sont "serbisés" : les Kosovars d'origine albanaise en sont exclus et perdent leurs droits. Les affrontements commencent entre les Serbes et les Albanais et la purification ethnique devient une réalité

Serbes et Albanais du Kosovo, une entente difficile depuis longtemps...

extrait des *Clés de l'actualité*, 6 au 22 mai 1999



LES CONSÉQUENCES

Les civils en première ligne



Un officier des forces des Nations unies en mission de déminage à Sarajevo, en Bosnie.

Les guerres "modernes" frappent sans distinction. Aujourd'hui, neuf victimes sur dix sont des civils, essentiellement des femmes et des enfants. Ils ne représentaient au début du siècle que 5 % des victimes en temps de guerre, 15 % avec la Première Guerre mondiale, et 50 % après la Seconde Guerre.

De plus, la guerre continue à tuer après les combats. Dans les camps de réfugiés, dans les régions ravagées où l'on meurt de faim et de maladie, dans les zones minées, sinistre héritage des conflits. Les mines anti-personnel notamment, armes des pays pauvres (20 francs l'unité) tuent ou mutilent chaque mois près de 2 000 hommes, femmes et enfants. ■

"Des tueurs"

"Des hommes armés arrivent dans le village, entrent dans nos maisons, nous jettent dehors. Ils pillent, prennent notre nourriture, et nous ne savons pas pourquoi. Puis d'autres hommes du camp adverse arrivent. Ils nous reprochent d'avoir donné de la nourriture. Mais nous n'avions pas le choix ! Alors ils nous punissent. Ils tuent. Ils tuent notre personne, notre âme, notre esprit. Que peut-il nous arriver encore. Cela dure depuis si longtemps..."

Une femme, en Colombie.

"Rentrer chez moi"

"J'aimerais rentrer chez moi, comme beaucoup de gens ici. Mais la plupart de nos villages ont été détruits. Alors nous attendons. Nous vivons au jour le jour parce que nous n'avons pas d'argent pour commencer autre chose. Nous restons là à attendre, en espérant que quelqu'un puisse faire quelque chose pour nous. Parce que nous, nous ne sommes pas en position de changer quoi que ce soit."

Un réfugié, en Bosnie-Herzégovine.

16 millions de réfugiés



En Europe, c'est surtout en ex-Yougoslavie que se pose le problème des réfugiés, comme ici en Bosnie-Herzégovine...



De gauche à droite, le Président serbe Milosevic, Alija Izetbegovic président de Bosnie-Herzégovine, Franjo Tudjman, président de Croatie et le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher lors de la signature de l'accord de paix en Bosnie, en novembre 1995.

Malgré les combats, les bombardements, la mort. Les guerres internationales ou civiles ne font pas que des morts et des blessés, mais aussi des réfugiés et des personnes déplacées. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR)* des Nations unies en dénombreait 16 millions fin 1998.

La majorité se trouvent en Asie (6,2 millions), en Afrique (4,8 millions)

et en Europe (4 millions). Sur notre continent, c'est évidemment la situation en ex-Yougoslavie qui concentre la plupart des drames. Les années 1990 auront vu près de 3 millions de personnes fuir leur domicile pour trouver refuge dans les camps humanitaires ou dans d'autres pays. Le problème est d'autant plus grave qu'il dure. Au moment de la signature des accords de paix sur la Bosnie-Herzégovine à

Dayton (États-Unis) en 1995, on estimait qu'il fallait en moyenne trois ans pour que les réfugiés retrouvent leur foyer. Or, sur 1,8 million de personnes précipitées sur les routes par la guerre de Bosnie (1992-1995), seulement 500 000 ont regagné aujourd'hui leur foyer. ■

EN CLAIR

HCR : le Haut Commissariat aux réfugiés est un organisme des Nations unies, il assure une aide aux réfugiés dans le monde entier sur des bases strictement humanitaires.

Les conséquences de la guerre pour les civils

extrait des *Clés de l'actualité*, 24 juin au 14 juillet 1999